

## Lutte contre le paludisme/Réunion scientifique à la SEEG, hier Mettre les connaissances au point et s'appropriier les directives nationales

Frédéric Serge LONG  
Libreville/Gabon

*Enseignants, chercheurs, cliniciens, membres des organisations de la société civile, etc., étaient réunis pour poursuivre leur engagement et réfléchir sur l'adoption de bonnes pratiques.*

PLUS qu'un problème de santé publique, la problé-

matique du paludisme reste toujours d'actualité. Les femmes enceintes et les enfants en bas âge en paient régulièrement un lourd tribut.

Dans la continuité de la journée mondiale de lutte contre le paludisme commémorée le 25 avril de chaque année, une réunion scientifique s'est tenue hier au siège de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG), en présence notamment du di-



Photo : Frédéric Serge Long

Les partenaires et membres des organisations de la société civile engagés dans la lutte contre le paludisme. Photo de droite : La cérémonie d'ouverture en présence du DG de la SEEG Bernard Gervais de Souza et la directrice générale de la santé, Dr Marie Anne Antchouey Ambourhouet.



Photo : Frédéric Serge Long

### Maux et Débat

## Ils ont vécu leur Golgotha

C'EST une Pâques pas comme les autres qu'ont vécue de nombreux chrétiens à travers le monde. En effet, avant de se retrouver, tout heureux, sur le chemin d'Emmaüs, après la commémoration de la résurrection du Christ, des situations tristes ou dramatiques ont émaillé leur marche vers Pâques. Au point de ressembler à un cheminement vers le mont Golgotha de sinistre mémoire. Destructures et autres tragédies ont frappé tant d'églises. Une, d'obédience évangélique, au Sri Lanka, où des dizaines de chrétiens ont été massacrés par des extrémistes musulmans, en pleine messe de Pâques. L'autre, Pentecôtiste, en Afrique du Sud où le mur d'un hangar, transformé en maison de culte, s'est effondré sur des fidèles, la nuit du Jeudi saint, là aussi au cours d'un culte. Tuant 13 personnes.

Les Catholiques n'ont pas été épargnés. Des symboles dans des paroisses dédiées à Marie ont volé en fumée ou éclats. A la mission Notre-Dame de l'Equateur de Sindara (Gabon), le 14 avril, un bâtiment abritant un dortoir et des salles de classe a brûlé, pendant que l'on célébrait la messe des Rameaux non loin de là.

Le lendemain, 15 avril, début de la semaine Sainte, c'était au tour de cathédrale Notre-Dame de Paris d'être partiellement ravagée par les flammes. Deux "Notre-Dame" dont l'aura dépasse le simple cadre religieux.

Notre-dame de Sindara a contribué à la formation civile et religieuse (dont deux évêques), plusieurs hauts cadres respectés de notre pays. Alors que Notre-Dame de Paris, l'un des sites les plus visités au monde, avec ses 13 millions de touristes par an, conserve dans ses entrailles la "Couronne d'épines" (les chrétiens savent de quoi il s'agit), l'une des reliques les plus précieuses et les mieux gardées de la chrétienté.

Ces tristes événements n'ont malheureusement pu être relayés par « Radio Sainte-Marie » de Libreville. Elle a cessé d'émettre le 11 avril, quatre jours avant le dimanche des Rameaux, à la suite de l'effondrement de son pylône, terrassé par un violent orage.

La radio Mariale attend donc la remise en l'état de ses installations. Elle doit en outre penser à « la normalisation de sa situation administrative, juridique et technique ».

En effet, «last, but not least», on espère qu'elle retrouvera très rapidement la voix, car, en plus, elle exercerait son activité « en toute irrégularité et illégalité ».

Aussi, à l'image de l'élan de solidarité et de la mobilisation constatée dans l'Hexagone pour la restauration de Notre-Dame de Paris, le Gabon (populations, dirigeants, mécènes et autres personnes de bonne volonté) devrait surfer sur la même dynamique pour sauver ces œuvres missionnaires en péril.

Les quêtes spéciales initiées au sein des paroisses de Libreville pour la restauration de Radio Sainte-Marie ne peuvent, à elles seules, couvrir un tel financement.

Et pour le cas de Sindara, dans le diocèse de Mouila, c'est tout l'intérêt de l'appel « à contribution nationale et internationale, en vue de la restauration de toute la mission », lancé par le vieux Paul Malekou et des cadres du coin. Abandonner, une fois de plus, ce site historique à la merci de la végétation, des oiseaux et des intempéries, c'est laisser Notre-Dame des Trois Epis poursuivre son long chemin de croix.

recteur général, Bernard Gervais de Souza et de la directrice générale de la santé, Dr Marie Anne Antchouey Ambourhouet. Enseignants, chercheurs, cliniciens, membres des organisations de la société civile, etc., étaient donc réunis pour poursuivre leur engagement dans la lutte contre cette maladie mortelle et réfléchir sur l'adoption de bonnes pratiques.

"C'est la première cause de mortalité chez la femme enceinte et les enfants de moins de 5 ans. La lutte contre cette maladie ne saurait être gagnée par le seul ministère de la Santé. C'est l'occasion pour nous d'interpeller tous les acteurs. Car, ce combat exige

un engagement citoyen et des interventions à tous les niveaux. C'est ensemble qu'on peut gagner la lutte", a déclaré Dr Antchouey Ambourhouet. Présidée par Pr Simon Ategbo, cette table-ronde des chercheurs a permis, entre autres, d'échanger sur les caractéristiques de l'infection plasmodiale chez les enfants de moins de 5 ans et chez les femmes en âge de procréer, l'évaluation de l'innocuité, les pratiques de traitement du paludisme grave, l'utilisation des Tests de dépistage rapide (TDR), etc. Avec un panel de spécialistes dont Hughes Essanga Ngomo du Programme national de lutte contre le palu-

disme (PNLP), Dr Jacques Marie Ndong Ngomo de l'université des sciences de la santé, Dr Karl Roméo Imboumy-Limoukou du Centre de recherches médicales de Franceville (Cirmf), Saskia Davi Dede du Centre de recherche médicale de Lambaréné (Cermel), etc. "La SEEG reste tout de même confiante qu'avec une lutte bien coordonnée, nous pouvons améliorer les performances, et rassurer le ministre de la Santé de sa disponibilité", a expliqué, pour sa part, Bernard Gervais de Souza.

Il est clair qu'au sein des entreprises, le paludisme contribue à la hausse de l'absentéisme, à l'aug-

mentation des dépenses de santé, au faible rendement pour l'entreprise et à la baisse du revenu pour l'employé et sa famille.

Le démarrage des vaccins, le 23 avril dernier, dans deux pays africains, à savoir le Ghana et le Kenya, suscite de nombreux espoirs. Mais en attendant son expérimentation au Gabon, le minimum peut être fait, notamment avoir un environnement salubre, éviter les eaux stagnantes, et utiliser les moustiquaires imprégnées d'insecticide et d'efficacité à longue durée. L'élimination du paludisme est une affaire de tous.

## Bienfaisance/ En marge de la célébration de la Journée nationale de la femme

### " Le Renafed " en soutien aux enfants d' " Arc-en-ciel " et aux veuves de " Grâce Land "



Photo : Sylvain Maganga

Les parlementaires et les enfants du centre "Arc-en-ciel" de la vallée Sainte Marie posant devant les objectifs.



Photo : Sylvain MAGANGA

Les membres du rénafed avec les veuves de "Grâce Land".

SM  
Libreville/Gabon

LE Réseau national des femmes députés (Rénafed), conduit par sa présidente, Charlotte Nkero Mougno, épse Essono Ndong a, tour à tour, samedi dernier, visité les pensionnaires des Ongs "Arc-en-ciel" et "Grâce Land". L'organisation féminine inscrivait cette action dans le cadre de la célébration, le 17 avril dernier, de la Journée nationale de la Femme. Les parlementaires membres du Réna-

fed ont ainsi tenu à apporter un peu de "chaleur et du réconfort" à cette frange de la populations défavorisée.

C'est le Centre Arc-en-ciel de Libreville qui leur a ouvert ses portes aux premières heures de la journée de samedi. La-bas, les femmes députés du Parlement gabonais ont pu rencontrer les orphelins et enfants abandonnés, afin de s'imprégner de leur quotidien. Un véritable moment de partage qui aura surtout permis à ces élèves du peuple de comprendre, à en croire l'une

d'entre elles, l'importance de toujours œuvrer, au niveau de l'Assemblée nationale, en faveur de la protection de cette couche sociale vulnérable.

Cependant, c'est surtout le travail fourni par les autorités religieuses de cette structure et certains bienfaiteurs que le Rénafed voulait magnifier. Notamment, au regard de la passion et l'abnégation dont ces acteurs religieux font preuve, pour l'encadrement de ces jeunes compatriotes. Non sans exhorter les uns et les autres à la solidarité à l'égard du pro-

chain. Les membres du Réseau national des femmes députés ont également échangé avec leurs "sœurs et leurs mères veuves spoliées", à la maison d'accueil "Grâce Land". Certaines, déjà affaiblies par la maladie, faute de soutien véritable. Les femmes parlementaires ont promis ne ménager aucun effort pour, dorénavant, contribuer à l'épanouissement des personnes défavorisées, à travers la création des textes visant à protéger les citoyens en situation difficile.